

Groupe sectoriel
CAPITAL HUMAIN

Secteurs

- ▶ Education
- ▶ Formation professionnelle
- ▶ Santé
- ▶ Affaires sociales



CENTRE NATIONAL DES TECHNOLOGIES EN ÉDUCATION (CNTE)



Introduction

Le Centre national des technologies en éducation (CNTE) est placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation et a pour mission de développer et d'intégrer les technologies de l'information et de la communication dans le système éducatif tunisien.

Site Web	www.cnte.tn ; www.edunet.tn ; www.education.gov.tn
Directrice Générale	Wala Turki
Adresse postale	Rue Essamouel, Lotissement Nord Hilton, Notre Dame Mutuelleville, 1002 Tunis
Téléphone	+216 70 017 021

Secteur et principales activités

Parmi ses principales activités, le CNTE opère dans le développement, la mise en place et l'exploitation du Système d'information éducatif, le développement et la production de contenus pédagogiques numériques et le développement des compétences en matière de TIC. Le centre a aussi pour mission l'innovation numérique pédagogique.

Domaines d'expertise

Le CNTE est l'acteur principal de l'élaboration, de l'exécution et du suivi de la Stratégie nationale du numérique et de l'intégration des TIC dans le système éducatif.

Il possède une large expertise dans le développement du Système d'information éducatif global et intégré, tout en fournissant des services techniques, pédagogiques et de formation à distance, afin de créer un environnement



scolaire et administratif qui s'adaptent aux nouveaux besoins de l'enseignement à l'ère du numérique, y compris les services internet sécurisé et à haute disponibilité.

Le centre contribue au développement des compétences des ressources humaines du secteur de l'éducation en matière d'intégration des TIC.

Il réalise des études et analyses convergeant vers l'exploitation des TIC pour améliorer la performance du système éducatif. Cette veille technologique vise la rationalisation de l'exploitation des réseaux, des équipements et des applications informatiques pédagogiques au sein des établissements éducatifs.

Le CNTE organise aussi des ateliers et des manifestations scientifiques et pédagogiques dans le domaine de l'intégration technologique.

Il œuvre enfin à la promotion de la coopération et de la conclusion de conventions avec des organismes nationaux et internationaux. En 2019, le CNTE a été sacré meilleur organisme gouvernemental fournissant des services numériques aux citoyens, lors de l'évènement Tunisia Digital Summit en 2019.

Réalizations

Le CNTE a réalisé la connexion WAN Éducatif qui vise à assurer la connectivité et la mise en œuvre des technologies haut débit (plus de 4 Mo), fixes et mobiles (FO, FH, ADSL, 3G/4G) au profit de l'ensemble des établissements éducatifs. Le centre a également dématérialisé l'inscription des élèves.

Ainsi, l'inscription à distance est obligatoire pour tous les élèves tunisiens du primaire, du préparatoire et du secondaire via la plateforme d'inscription, mettant en relation le système de paiement à distance (via internet et mobile) et la base de données de l'état civil (une première en Tunisie).

Le centre continue à assurer la gestion de la scolarité (gérer les élèves, les classes, le personnel éducatif et les établissements scolaires), ainsi que la publication de contenus numériques pour les élèves et le corps pédagogique.

A cela s'ajoute le développement des compétences professionnelles par la mise en place de plateformes de gestion de la formation, de formation à distance (MOOC et IMS) et de certification.

Encadrement

Le CNTE compte 146 employés dont 14 RH, 7 financiers, 54 techniciens, 65 développeurs et analystes et 6 technico-pédagogues.

Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, plusieurs projets ont été réalisés par le CNTE avec des centres et organismes analogues de différents pays, notamment :

- Un projet d'échange d'expertise en matière de TIC avec le Sultanat d'Oman, les Emirats arabes unis (madrassa.org), l'Algérie (CNIIPDTICE) et la France (Réseau Canopé) ;
- Le projet eTwinning, lancé en 2013 dans le cadre de la coopération avec la Commission européenne et ERASMUS+ ;
- Un projet d'éducation numérique en vue de favoriser l'intégration des TIC dans les établissements primaires situés dans des zones non couvertes par internet, avec la fondation Orange, en Tunisie et dans 5 autres pays africains ;
- Un projet de plateforme pour l'échange de ressources éducatives libres entre les pays arabes via une plateforme dédiée, en collaboration avec l'ALESKO et dans le cadre du projet Open Education Ressources ;
- Le projet APIQIT qui vise à diagnostiquer et mettre en place un cadre de référence TIC pour le programme d'amélioration de la qualité de l'éducation dans 12 Etats arabes ;

Le CNTE a enfin conclu une convention avec la société HUAWEI qui vise à renforcer l'éducation digitale et l'intégration de l'intelligence artificielle.



CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION DES FORMATEURS ET D'INNOVATION PÉDAGOGIQUE (CIIFFIP)



Introduction

Le Centre international de formation des formateurs et d'innovation pédagogique (CIIFFIP) est un établissement public à caractère non administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'Éducation. Il a été créé par décret gouvernemental n°2016-716 du 6 juin 2016, à la suite de la fusion du Centre national de formation des formateurs en éducation (CENAFFE) et du Centre national d'innovation pédagogique et de recherches en éducation (CNIPRE).

Site Web	www.ciffip.tn
Directeur Général	Tahar Mathlouthi
Adresse postale	Rue de la Bourse 1053, Les Berges du Lac 2, Tunis
Téléphone	+216 70 248 260, +216 70 248 261

Secteur et principales activités

Le CIIFFIP a pour mission principale d'assurer la formation des formateurs dont a besoin le système éducatif, la formation continue, le développement de l'ingénierie de formation et la promotion de l'enseignement des langues ainsi que la documentation et les études en rapport avec la formation des formateurs et l'innovation pédagogique. Le centre est notamment chargé de participer à l'exécution des programmes du ministère de l'Éducation, notamment en matière de formation, ainsi qu'en toute autre demande formulée par des structures nationales ou internationales.

Le centre se charge aussi d'organiser des cycles de formation et des stages en Tunisie et à l'étranger au profit des formateurs chargés de la formation des cadres, dans divers domaines : méthodes d'éducation, gestion



administrative et financière, vie scolaire et élaboration d'outils.

A cela s'ajoute la participation aux appels d'offres internationaux relatifs à l'assistance technique et à la formation des formateurs et des cadres dont a besoin le système éducatif, et ce, en matière de méthodes d'éducation et gestion administrative et financière dans les pays étrangers. Il se charge également de mettre en place une plateforme de formation à distance au profit des formateurs et d'intensifier les relations de coopération avec les centres et organismes similaires au niveau national et international, en vue d'échanges d'expertise.

D'autre part, le CIIFFIP veille à fournir des services payants de formation présentielle et à distance, promouvoir les voies d'accès à l'apprentissage des langues étrangères dans le cadre de partenariats régionaux et internationaux, réaliser des études prospectives et comparées afin d'identifier les incidences économiques, sociales et technologiques sur le système éducatif, et créer des partenariats avec d'autres universités, instituts de recherche et centres de langues.

Réalizations

Le CIIFFIP a organisé des cycles de formation et des stages en Tunisie et à l'étranger au profit des formateurs chargés de la formation des cadres éducatifs dans les domaines des méthodes d'éducation, de la gestion administrative et financière et de la vie scolaire.

Il participe à des appels d'offres internationaux relatifs à l'assistance technique et à la formation des formateurs et produit des modules de formation dans les différents domaines éducatifs.

Il propose des référentiels pour l'enseignement des langues en se référant aux expériences des systèmes éducatifs développés et continue à nouer des relations étroites avec les universités et les instituts de recherche dans le domaine de l'apprentissage des langues. Le centre fournit également des services de conseil dans le domaine des langues pour promouvoir les voies d'accès à l'apprentissage des langues étrangères dans le cadre de partenariats régionaux et internationaux et développe des activités de traduction en coopération avec diverses institutions nationales et internationales.

Dans le domaine des études et de l'innovation pédagogique, le centre a réalisé des recherches pédagogiques et des études prospectives et comparées afin d'identifier les incidences économiques, sociales et technologiques sur le système éducatif et d'explorer des moyens innovants de développer les pratiques éducatives. D'autre part, il a évalué tous les aspects du système éducatif et particulièrement ceux relatifs à sa

rentabilité, ses coûts et son organisation, ainsi que les programmes d'enseignement, les manuels scolaires, les acquis des élèves, les examens, la vie scolaire et les enseignants.

Coopération internationale

Le CIIFFIP a développé la coopération et les partenariats internationaux avec des centres et institutions étrangères, notamment des projets d'expertise.

Il s'agit, entre autres, de projets réalisés au Gabon pour l'éducation et la formation, en Libye pour la formation d'enseignants en langue française, à Djibouti pour la formation d'inspecteurs (2010-2017). D'autres actions ont visé des cadres de l'enseignement au Tchad (2017-2020) et des cadres du ministère des Services civils au Sultanat d'Oman. Par ailleurs, le CIIFFIP a conclu des conventions de partenariat avec des organisations internationales (UNESCO, ALESCO, ISECO, UNICEF en Tunisie) et d'autres institutions étrangères, notamment l'Institut français de coopération, le Centre national d'éducation à distance de Poitiers (France), le Centre national d'études pédagogiques/CIEP (Sèvres-France) et le Centre national d'étude et de formation pour l'enfance inadaptée (France).



CENTRE NATIONAL DE FORMATION DE FORMATEURS ET DE L'INGÉNIERIE DE FORMATION (CENAFFIF)



Introduction

Le Centre national de formation de formateurs et de l'ingénierie de formation (CENAFFIF) est un organisme public à caractère non administratif créé en 1993, sous la tutelle du ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Intégration Professionnelle. Le CENAFFIF est leader dans la conception, l'actualisation et la mise en œuvre des programmes et référentiels de formation. Il a un rôle majeur dans le développement des compétences des acteurs de la formation professionnelle, pédagogique, technique ou fonctionnelle.

Site Web	www.cenaffif.nat.tn
Directrice Générale	Sana Darmoul
Adresse postale	6, Rue de France, 2040 Radès, Ben Arous
Téléphone	+216 71443 994

Secteur et principales activités

Le CENAFFIF opère principalement dans le domaine de l'ingénierie de formation, l'ingénierie pédagogique et le développement des compétences des acteurs de formation. Il offre des prestations de conception et de mise en œuvre des formations pédagogiques, techniques et spécialisées.

Domaines d'expertise

Le CENAFFIF a développé une large expertise dans la réalisation d'études dans le domaine de la formation (études stratégiques, études d'opportunité, études de faisabilité, études de diagnostic, analyses de contexte, études sectorielles, études préliminaires, études d'impact...).

Il travaille sur la conception et le développement des référentiels nécessaires à la formation initiale et continue (référentiel métier, référentiel de compétences, référentiel de formation, guides d'accompagnement, normes de formation, référentiel de certification...) ainsi que sur la conception et le développement des dispositifs de formation, des diplômes, des certifications et des ressources didactiques.

Il a aussi assuré la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs de formation et l'élaboration des plans de formation.

A cela s'ajoute la formation des acteurs de la formation (formateurs, personnel d'encadrement, etc.) et la conception et le développement de nouvelles approches et méthodologies. Aussi, le CENAFFIF continue-t-il à veiller à la mise en œuvre de divers modes de formation (alternance, apprentissage, formation à distance).

Réalizations

Le CENAFFIF a pour mission principale l'élaboration, l'adoption et la contextualisation des méthodologies relatives aux différents domaines de l'ingénierie de formation et à la réalisation des moyens didactiques. Il élabore et actualise des programmes, des référentiels, des normes de formation couvrant tous les secteurs économiques, des plans de formation technique, pédagogique et fonctionnelle visant la qualification et le recyclage des personnels de formation relevant des secteurs public et privé.



Il produit aussi des moyens pédagogiques et didactiques nécessaires à une bonne application des programmes de formation. Il fait de la recherche appliquée à l'ingénierie et à l'innovation pédagogique dans les domaines de la formation et assiste des établissements de formation dans l'implantation d'organisations et modes nouveaux et, enfin, œuvre à l'intégration de l'usage des TIC dans le contexte de formation et d'apprentissage.

Encadrement

Le CENAFFIF compte 155 employés dont 28 administratifs (RH, Finances, IT...), 65 cadres conseillers en ingénierie de formation, 10 cadres dédiés à la recherche (experts techniques, chercheurs, etc.) et 62 personnels de soutien et support.

Coopération internationale

Le CENAFFIF a établi des échanges permanents d'expertise et des partenariats avec les organismes de coopération concernés par ses domaines d'activité, aux plans national et international, notamment :

- Un projet de coopération triangulaire tuniso-yéménite-japonaise conclu en vue de la préparation et de la

mise en œuvre de sessions de formations techniques et pédagogiques selon l'approche par compétences, au bénéfice de formateurs yéménites dans le secteur de la mécanique automobile ;

- Une collaboration avec l'OIF pour le renforcement de la réforme de la formation professionnelle dans les pays francophones : cette initiative a principalement concerné les programmes exploités dans les politiques de la formation professionnelle et de la formation sur l'entrepreneuriat et le travail indépendant, la pédagogie mobilisée ayant été l'approche par compétence ;
- Un projet de coopération bilatérale tuniso-belge sur le renforcement de l'apprentissage de la langue française « ciblée métiers » dans les parcours de formation ;
- Une coopération tuniso-allemande pour la mise en œuvre du Pacte pour l'emploi en Tunisie, visant l'amélioration de l'employabilité des jeunes en adaptant la formation professionnelle initiale et continue aux besoins des entreprises. Le projet a touché principalement neuf centres dans les secteurs électromécaniques et habillement, mécanique auto, hôtellerie et énergies renouvelables.



AGENCE TUNISIENNE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ATFP)



Introduction

L'Agence tunisienne de la formation professionnelle (ATFP) est une agence créée en vertu de la loi 93-11 du 17 février 1993 et placée sous la tutelle du de la Jeunesse, des Sports et de l'Intégration Professionnelle.

Site Web	www.atfp.tn
Directeur Général	Zied Rouissi
Adresse postale	21 Rue de Libye, Lafayette, 2001 Tunis
Téléphone	+216 71 833 337

Secteur et principales activités

L'ATFP est active dans le secteur de la formation professionnelle.

Elle réalise une formation de base pour les jeunes et les personnes âgées, compte tenu des besoins économiques et sociaux. L'ATFP Travaille aussi pour répondre aux demandes de main-d'œuvre qualifiée dans le cadre des orientations données par l'autorité de tutelle. Elle exécute les programmes de formation assignés par l'autorité de tutelle pour les réaliser et évalue périodiquement les activités de formation qui ont lieu au sein de ses institutions subsidiaires.

Domaines d'expertise

Les principales activités de l'agence couvrent les études et le choix des stratégies et des politiques de promotion de la formation professionnelle ainsi que l'ingénierie de

formation professionnelle. Elle travaille principalement à la mise en œuvre des programmes, des plans et des actions de formation et de perfectionnement techniques et professionnelles, initiales et continues.

L'agence assure aussi la supervision et la maîtrise de la planification, de la gestion de l'organisation et du fonctionnement des établissements de formation professionnelle.

Elle possède une solide expertise dans la réalisation matérielle des établissements de formation professionnelle et dans l'organisation d'événements et de salons nationaux, régionaux, locaux et sectoriels de la formation professionnelle. A cela s'ajoute la gestion des services d'hébergement, de restauration et d'animation culturelle et sportive au profit des stagiaires résidents.

Réalizations

L'ATFP a réalisé et mis en œuvre des programmes de formation élaborés selon l'approche par compétences, construit des relations de partenariat dans le cadre de la formation avec l'entreprise (alternance et apprentissage) et développé des modes de formation en relation avec les entreprises. L'agence assiste aussi les centres pour mettre en place leur organisation administrative et pédagogique et veille à leur bon état.

De plus, l'ATFP assure l'identification des besoins en formation du personnel pédagogique et administratif et l'élaboration des plans de formation ou de perfectionnement technique, pédagogique et fonctionnel. Elle assiste aussi les centres intervenants en

leur fournissant l'expertise nécessaire à la mise en œuvre d'une démarche conforme aux référentiels métiers et/ou ISO.

D'autre part, elle organise les audits des centres de formation selon la norme ISO 9001 et a élaboré le référentiel national de qualité de la formation professionnelle.

Encadrement

L'ATFP compte 7 566 employés dont 3 566 administratifs et 4 000 cadres pédagogiques et formateurs.

Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, plusieurs projets ont été réalisés, notamment :

- Le Projet de développement des compétences pour la croissance (PRODEC) au Niger, financé par la Banque mondiale. Ce projet a pour objectif l'amélioration de l'efficacité de la formation technique et professionnelle formelle, ainsi que le développement des compétences et de formation à court terme dans les secteurs prioritaires (cuir et chaussures, BTP et hôtellerie et tourisme) ;

- Le Projet Emploi des jeunes et développement des compétences (PEJDC), mis en œuvre au Burkina Faso et financé par la Banque mondiale : ce projet visait à doter le personnel enseignant des compétences techniques et pédagogiques nécessaires pour assurer une formation de qualité des apprenants en vue de les préparer à une bonne insertion sur le marché de l'emploi. Il a aussi permis aux gestionnaires du centre de s'approprier les capacités requises pour la gestion d'un établissement de formation basé sur le partenariat avec le secteur privé, l'autonomie et les contrats de performance.

- Le projet de formation des enseignants stagiaires de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, dans le cadre du projet de formation des enseignants et conseillers pédagogiques de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (FECOP/EFTP), financé par la coopération autrichienne et luxembourgeoise ; ce projet a permis à 149 enseignants stagiaires des établissements d'enseignement et de formation technique et professionnelle d'acquérir les compétences techniques nécessaires à leurs pratiques pédagogiques.



OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION (ONFP)



Introduction

L'Office national de la famille et de la population (ONFP) est un établissement public créé en 1973 et régi par la loi n°87-70 du 6 août 1984. C'est une institution publique placée sous la tutelle du Ministère de la Santé chargée de mettre en œuvre la politique nationale en matière de population, notamment en planification familiale et en Santé de la Reproduction.

Site Web	www.onfp.tn
Président Directeur Général	Habib Ghadira
Adresse postale	7, Rue HattabBouchnek, Centre Urbain Nord, 1002 Tunis
Téléphone	+216 70 728 931

L'ONFP s'appuie sur un réseau de centres de santé fixes et mobiles pour fournir ses services médicaux et d'IEC à l'ensemble des catégories sociales à l'échelle nationale et régionale notamment 4 centres spécialisés : le Centre de formation internationale et de recherche (CeFIR), le Centre de production audiovisuelle et imprimerie, le Centre de documentation, des archives et des publications (CEDAP), le Centre d'assistance psychologique aux femmes victimes de violence (CAP), 24 délégations régionales de PF/SR, 22 espaces jeunes, 37 centres PF/SR, 3 cliniques mobiles, 9 centres de conseil et de dépistage anonyme et gratuit (CCDAG), 6 unités de cytologie, 3 cliniques mobiles et une unité de mammographie.

Secteur et principales activités

La mission de l'ONFP est d'exécuter la politique du gouvernement en matière démographique et de mettre à la disposition des citoyens les moyens d'information, d'éducation et d'intervention appropriés.

L'ONFP entreprend également des études et effectue des recherches à caractère économique, social et démographique, visant à améliorer l'information sur les questions de population et sur les relations existantes entre la croissance démographique et le développement économique et social, au niveau de la famille et de la collectivité.

Domaines d'expertise

L'ONFP a développé de l'expertise dans les domaines du planning familial, du suivi prénatal, de la santé sexuelle et reproductive (SSR) des adolescents et des jeunes, des IST/SIDA. Il gère aussi les problèmes de l'infertilité, de la prévention de la violence envers les femmes, des cancers féminins (col de l'utérus, sein) et autres. Il aspire à dispenser ses services à travers des approches novatrices et des services médicaux et éducatifs gratuits et accessibles à toutes les couches sociales et sur tout le territoire.

Réalizations

Depuis sa création, l'ONFP œuvre au développement du programme national de planning familial, lancé en 1966. Ce programme a connu d'importants changements en

vue de s'adapter aux mutations sociodémographiques, socio-économiques et sanitaires, qui imposent au pays de nouveaux besoins et de nouvelles priorités.

De ce fait, depuis sa création en 1973, l'ONFP a élargi ses domaines d'action et ses prérogatives. De simple programme de limitation des naissances dans les années 70, il est devenu un programme de santé familiale dans les années 80 puis, à partir de 1994, un organe de promotion du concept de santé de la reproduction.

Encadrement

L'ONFP est doté d'un personnel qualifié et multidisciplinaire œuvrant pour la réalisation de ses services médicaux et éducatifs :

- Médecins, paramédicaux, pharmaciens, psychologues, sociologues, démographes, communicateurs, gestionnaires, informaticiens, administrateurs,...

Coopération internationale

L'ONFP est reconnu depuis 1994, aux niveaux national, régional et international en tant qu'institution de référence fournissant une assistance technique à travers la coopération Sud-Sud et qui partage son expertise et son expérience avec les pays en développement.

Chaque année, l'ONFP reçoit des décideurs, des leaders religieux, des dirigeants, des gestionnaires de programmes et des professionnels de santé venant des pays du Sud. Ces intervenants sont accueillis en Tunisie dans le cadre de formations et de visites d'études et d'observation, en vue de se familiariser avec le

Programme national de santé de la reproduction et de planification familiale et d'établir des relations de coopération et d'échange d'expertise.

Ainsi, plusieurs accords bilatéraux et protocoles d'entente ont été signés au fil des ans et ont contribué au renforcement de la coopération entre l'ONFP et plusieurs pays du Sud et ce, avec l'appui de partenaires du développement :

L'ONFP a également participé à divers projets de coopération triangulaire dans les domaines de la santé reproductive et du planning familial avec la Banque mondiale, la France, l'Espagne, le Tchad, la Mauritanie, Djibouti, le Mali...

Grâce à ces expériences réussies, l'ONFP a pu élargir ses activités aux zones les plus défavorisées et cibler des groupes de population vulnérables, notamment les jeunes, qui ont ainsi bénéficié de la création d'espaces amis des jeunes.

L'ONFP a également été reconnu à l'échelle internationale par diverses distinctions en matière de population, de santé reproductive et de planning familial tels que le prix de la JICA en reconnaissance de sa coopération exemplaire (2008), le prix du PNUD pour les résultats du projet triangulaire Tunisie-France-Niger en SR/PF (2008) et le prix du meilleur indice des droits sociaux des femmes de l'Union africaine en reconnaissance de ses efforts en matière de promotion de la place de la femme, d'appui à ses droits et de l'égalité entre les sexes (2016).



INSTITUT NATIONAL DE NUTRITION ET DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE (INNTA)



Introduction

L'Institut national de nutrition et de technologie alimentaire (INNTA) a été créé par le décret n°69-178 du 19-05-1969 et placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation avec pour principale mission la formation des techniciens dans le domaine de la nutrition et des sciences de l'alimentation.

En 1971, il a été placé sous la double tutelle du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé. Actuellement, il ne relève plus que de ce dernier.

Site Web	www.institutdenutrition.rns.tn ; www.surventunisie.rns.tn ; www.nutrition.rns.tn
Directeur Général	Noureddine Ben Nacef
Adresse postale	11, Rue Jebel Lakdhar, Bab Saadoun - 1007 Tunis
Téléphone	+216 71 150 552

Secteur et principales activités

Les principales activités de l'INNTA couvrent tous les travaux, études, actions de vulgarisation et information relevant du domaine de la nutrition et de l'alimentation humaine.

Il participe à l'éducation nutritionnelle par des moyens audiovisuels (radio, télévision, journaux, séminaires...), aux commissions nationales de normalisation, de planification, d'enseignement et de recherche ainsi qu'aux différentes commissions techniques nationales afférentes à la nutrition, à l'alimentation et aux disciplines et sciences apparentées. Il est aussi partie prenante de la réalisation des programmes de recherche alimentaire intéressant les différents secteurs de la vie économique et

sociale du pays et aux programmes visant l'amélioration de l'environnement.

Il vise, de plus, aussi à cerner l'état nutritionnel de la population, à identifier les pathologies nutritionnelles et à assurer leur prévention et leur traitement, tout en veillant au contrôle alimentaire des collectivités.

Ses activités couvrent également le contrôle de l'état sanitaire et de la qualité des produits alimentaires.

Domaines d'expertise

L'INNTA est chargé de réaliser des recherches fondamentales et appliquées dans le domaine de la nutrition et de son impact sur la santé. Il prend en charge les maladies métaboliques liées à la nutrition (obésité, maigreur, diabète, dyslipidémie, hypertension artérielle...) et effectue des analyses alimentaires/biologiques.

Réalisations

L'INNTA prend en charge la planification alimentaire et nutritionnelle, l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'obésité, ainsi que l'élaboration de la table de composition des aliments et plats tunisiens, à l'usage des professionnels de la santé et du citoyen.

L'institut mène aussi des activités de recherche scientifique dans le domaine de la nutrition et de la santé et vise le renforcement de la recherche scientifique

par des structures hébergées en son sein. L'INNTA est classé « Centre collaborateur OMS » depuis septembre 2019, en reconnaissance des activités de recherche menées dans le cadre de la concrétisation des objectifs de développement mondiaux et de ses programmes d'éducation nutritionnelle.

Encadrement

L'INNTA compte 278 employés dont 146 administratifs, 117 de fonction médicale, juxta-médicale et paramédicale et 15 personnels dédiés à la recherche.

Coopération internationale

Dans le cadre de ses activités de coopération internationale, l'INNTA a conduit plusieurs projets, notamment :

- Le Programme ENI CBC MED: Development of a Transcultural social-ethical-care model for dependent population in Mediterranean basin (TEC-MED) (2019-2021). Applicant: University of Seville (Spain).

- Le projet IDRC call on Food Systems Research for Non-communicable Diseases Prevention: Tackling school and community drivers of children's unhealthy diets (2019-2021); Applicant: American University of Beirut (Lebanon).
- Le projet Medical Research Council Programme: Analyzing the policy and governance environment for NCD control and identifying potential policy options (2017-2019). Applicant: University College London.
- Le projet de mise en place de la surveillance alimentaire et nutritionnelle en Tunisie, en partenariat avec CIHEAM-IAM Montpellier, IRD Montpellier, Cirad Montpellier, le service études et planification de l'INNTA (coopération franco-tunisienne) ;
- Le programme national d'éducation nutritionnelle pour les femmes urbaines et rurales du Maroc et de Tunisie, en partenariat entre le service Etudes et planification de l'INNTA et le département de Nutrition de la Faculté des sciences du Maroc (coopération tuniso-marocaine, 1998-2000).



OFFICE NATIONAL DU THERMALISME ET DE L'HYDROTHÉRAPIE (ONTH)



Introduction

L'Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie (ONTH) est un établissement public à caractère non administratif, créé en juin 1975 (loi n°75-58 du 14 juin 1975 modifiée par la loi n°89-120 du 11 décembre 1989 et complétée par le décret-loi n°2011-52 du 06 juin 2011) et placé sous la tutelle du ministère de la Santé (décret n°2008-2864 du 11 août 2008).

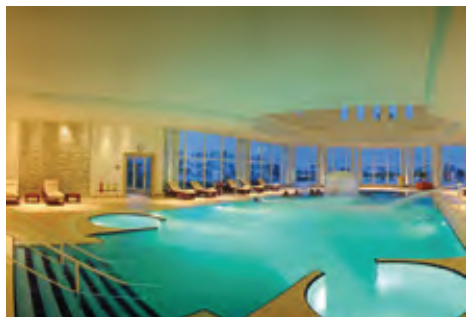
Site Web	www.hydrotherapie.tn
Directeur Général	Rzig Oueslati
Adresse postale	10, Rue de Médine, 1002 Tunis
Téléphone	+216 71 844 566

Secteur et principales activités

L'ONTH a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les secteurs de l'hydrothérapie et des eaux conditionnées. Le secteur de l'hydrothérapie comprend le thermalisme, la thalassothérapie et les soins d'eau douce. Le secteur des eaux conditionnées comprend les eaux minérales naturelles et les eaux conditionnées destinées à la consommation humaine.

Domaines d'expertise

L'ONTH travaille sur le développement des infrastructures de desserte et d'exploitation des ressources en eaux pour le thermalisme : développement, protection et gestion durable des ressources en eaux thermales. Ses activités couvrent la garantie de la qualité dans le secteur de l'hydrothérapie et des eaux conditionnées



et la préservation de l'environnement. Il mène aussi des travaux de classification, normalisation et réglementation des établissements ainsi que de développement des ressources humaines et de recherche scientifique. L'office élabore des études techniques, économiques, financières et de recherche scientifique dans le domaine de l'hydrothérapie et des eaux conditionnées.

Il développe également des programmes de formation dans le secteur de l'hydrothérapie et des eaux conditionnées et les applique aux structures concernées. Il a aussi pour mission l'encadrement et l'assistance aux investisseurs à tous les stades de création et d'exploitation des projets.

L'ONTH optimise l'exploitation des ressources naturelles par l'exécution de programmes de conservation, maintenance et protection des sources d'eaux.

Réalizations

L'ONTH a élaboré des études stratégiques sur le secteur du thermalisme et de la thalassothérapie, des études de mise à niveau des centres thermaux, thalasso et spa, des études d'aménagement des zones thermales et des études hydrogéologiques, un plan directeur de protection des ressources en eaux, des études thérapeutiques sur les bienfaits des eaux thermales, et des études de marché sur le secteur.

De plus, il a mis en place un dispositif réglementaire régissant le secteur de l'hydrothérapie et des eaux

conditionnées et créé un écolabel pour les centres d'hydrothérapie.

Il a aussi contribué à la promulgation de la norme ISO 17680 (tourisme et services connexes) et assuré des missions d'audit à blanc des centres de thalassothérapie afin de les préparer à la certification, avec le concours des organismes publics concernés. Il a également préparé un plan de développement des compétences tout en assurant des initiatives d'encouragement du tourisme durable et des actions visant la diversification de l'offre de service en créant de nouveaux segments et niches.

Enfin, il a développé des synergies entre l'histoire, l'ingénierie énergétique et le tourisme, notamment aux Sources thermales d'Ichkeul et Utique.

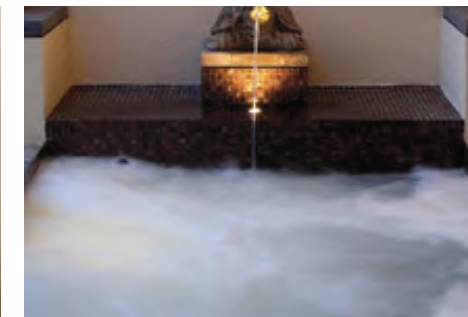
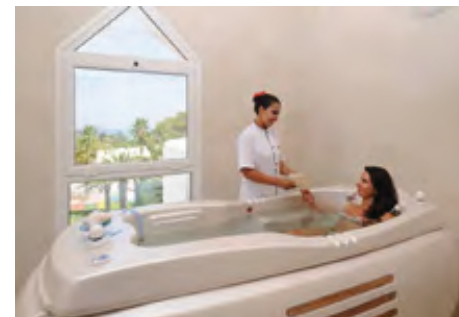
Encadrement

L'ONTH compte 94 employés dont des experts (ingénieurs dans différentes spécialités), cadres financiers, personnel IT et juridique.

Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, l'ONTH a participé à la création d'un centre de formation euro-méditerranéen en hydrothérapie et à l'organisation du concours international sur l'architecture dans le secteur de l'hydrothérapie.

L'ONTH a également assuré un échange académique dans le domaine de l'hydrothérapie et a mené une mission d'expertise dans le domaine de la prospection de sources thermo-minérales dans les pays du Moyen-Orient, une mission d'accompagnement pour la création d'un centre d'hydrothérapie en République populaire de Chine et une mission d'expertise dans le domaine hydrogéologique pour identifier les réserves thermo-minérales en Algérie.



CENTRE INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ (CIMS)



Introduction

Le Centre informatique du ministère de la Santé (CIMS) est un établissement public à caractère non administratif créé en vertu de la loi n°92-19 en date du 03 février 1992.

Site Web	www.cims.tn
Directeur Général	Lofli Allani
Adresse postale	1, Rue Liberia 1002 Belvédère, Tunis
Téléphone	+216 73 113 600

Secteur et principales activités

Les principales activités du CIMS sont les études, le développement, l'installation et la maintenance des applications du Système d'information hospitalière (SIH).

Le CIMS est le fournisseur de services internet de 280 structures sanitaires et, à ce titre, offre des services collaboratifs, de messagerie électronique et d'hébergement (sites Web, bases de données).

Il assure aussi aux structures sanitaires publiques le développement des compétences dans les domaines d'Internet, de la bureautique et du SIH ainsi que des prestations d'assistance technique et de conseil.

Le CIMS exerce ses activités de développement des infrastructures et plateformes informatiques, tout en assurant la cohérence entre la stratégie du ministère de la Santé et les opportunités technologiques mises en œuvre pour améliorer la qualité des soins.



Domaines d'expertise

Le CIMS est un acteur majeur dans le domaine de la technologie sanitaire et de l'e-santé en Tunisie, ses domaines d'expertise allant du développement jusqu'au déploiement du SIH, y compris l'assistance technique et le conseil. Il a développé une large expertise dans la formation professionnelle et continue du personnel de la santé sur les nouvelles technologies (développement des compétences, bureautique, internet, SIH...) et les applications informatiques, en adéquation avec les nouveaux projets de portée nationale.

Le CIMS vise l'amélioration des prestations de soins tout en assurant l'accompagnement des structures sanitaires publiques dans leurs transformations numériques. Sur le volet des TIC, il réalise des études stratégiques et des études relatives aux applications, à l'administration des bases de données, au développement des applications informatiques, à la planification et programmation stratégique et au suivi des projets innovants.

Réalizations

Parmi les réalisations du CIMS, on peut compter l'étude, le développement et la mise en œuvre du SIH dans les domaines administratifs et de gestion hospitalière (Système d'information administratif, médico-administratif (gestion des rendez-vous, admissions, gestion ambulatoire et soins) et médical (dossier médical informatisé, gestion de l'imagerie médicale, gestion des laboratoires).

Il a développé des services numériques de santé par e-pharmacie (gestion des produits pharmaceutiques

dans les structures de première ligne, les centres de soins de base et les groupements de santé de base) et par une gestion centrale des produits pharmaceutiques. Il gère également le réseau national de la santé (multi-services à haut débit).

Encadrement

Le CIMS compte 190 employés dont 38 personnels administratifs, 122 personnes dédiées à la recherche et 30 agents de service.

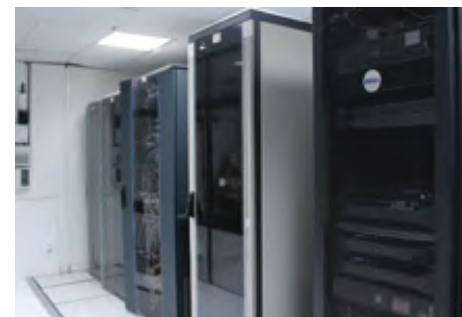
Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, le CIMS a conduit plusieurs projets, notamment :

- L'application Gestion des rendez-vous (2004) entre les structures hospitalières, en partenariat avec l'Agence canadienne de développement internationale et le Fonds de développement du secteur privé ;

- La mise en place d'un système d'information médico-économique, réalisé dans le cadre d'un jumelage avec l'Union européenne, pour la mise à niveau du système d'information hospitalier tunisien. La finalité de ce projet était le développement d'un modèle d'évaluation médico-économique des services hospitaliers par séjour clinique et son installation dans 10 nouveaux sites hospitaliers, après consolidation de l'expérience pilote portant sur six sites pilotes entre 2012 et 2014 ;

- La création d'une plateforme web collaborative e-santé à travers le programme de coopération technique « e-santé » entre l'AFD, le ministère de la Santé et le ministère des Affaires sociales (2017).



INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE (INSP)



Introduction

L'Institut national de la santé publique (INSP), renommé Institut national de la santé, a été créé en 1984 (loi n°84 du 31 décembre 1984 portant loi de finances pour l'année 1985).

Site Web	www.insp.rns.tn
Directrice Générale	Hajer Aounallah Skhiri
Adresse postale	5 et 7, Rue Khartoum, Complexe Diplomate, Bloc VI, 10ième étage, Belvédère, 1002 Tunis
Téléphone	+216 71284550 / +216 71284552 / +216 71284558

Secteur et principales activités

Les principales activités de l'INSP sont d'assister techniquement les organismes publics et privés dans le domaine de la santé et de contribuer à la conception de stratégies sanitaires et de modèles d'organisation et de gestion des services de santé et leur évaluation en vue de leur application à large échelle. Il effectue aussi toute étude concernant les problèmes de santé publique dont il pourrait être chargé par le ministre de la Santé.

L'INSP centralise et tient à jour une documentation sur les questions relevant de la compétence de l'établissement. Il fournit aussi une formation postuniversitaire en santé publique aux médecins, pharmaciens et médecins dentistes et organise des cycles de formation continue à l'intention des professionnels de la santé, notamment du personnel paramédical et administratif. De plus, il publie

des travaux d'enseignement et diffuse toutes questions relatives aux problèmes de santé publique.

Domaines d'expertise

Le rôle de l'INSP est important dans le renforcement du système de santé tunisien et l'aide à la décision et ce, à travers la surveillance épidémiologique, la planification, la recherche et le renforcement des capacités des professionnels de santé.

L'INSP est aussi responsable du système d'information national sur les causes des décès et du registre national du cancer.

Réalizations

L'INSP assure la coordination et la réalisation d'enquêtes nationales sur les problèmes de santé prioritaires, notamment l'étude THES 2016, une étude permettant de surveiller la santé de la population tunisienne et de fournir un outil d'aide à la décision en termes de politique de santé et développement des stratégies. La THES est un élément clé dans la politique gouvernementale.

L'INSP a également réalisé la deuxième enquête nationale auprès de 7400 élèves sur l'usage des drogues en milieu scolaire (MedSPAD II) dans le but d'estimer la prévalence des comportements à risque chez les jeunes scolarisés.

De plus, l'INSP a organisé trois congrès internationaux en collaboration avec l'association Africa and Middle East Congress on Addiction et d'autres partenaires. La santé des adolescents et des jeunes est au cœur des priorités de santé publique à l'échelle mondiale et nationale.



En décembre 2009, une conférence internationale s'est tenue sur « La vulnérabilité à toutes les étapes de la vie : de la perception à la stigmatisation » pour mettre l'accent sur les problèmes cruciaux que représente la stigmatisation, cause majeure de vulnérabilité et d'exclusion sociale et entrave importante à l'accès aux soins pouvant entraîner de graves incapacités et une mort prématurée.

L'INSP a notamment participé à l'élaboration de stratégies nationales multisectorielles notamment pour la prévention, la prise en charge et le contrôle des maladies non transmissibles (MNT) 2018-2025, la prévention de l'obésité, la promotion de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi qu'à l'élaboration des comptes nationaux de santé.

De plus, l'INSP a réalisé un projet pilote d'intervention en milieu scolaire dans le cadre de la promotion du bien-être mental des élèves et de lutte contre l'usage des drogues.

L'INSP a aussi organisé une formation internationale, en tant que point focal du programme Colombo Plan « Curriculum universel de traitement des troubles liés à la toxicomanie » (UTC), un projet mené en partenariat avec

le Centre international d'accréditation et d'éducation des professionnels de la prise en charge de la toxicomanie (ICCE) Colombo Plan et le Bureau chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) du département d'Etat des Etats-Unis.

Encadrement

L'INSP compte 20 employés dont une équipe technique (11 membres comprenant 9 chercheurs), 7 personnels administratifs et 2 ouvriers.

Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, l'INSP a participé à la duplication de l'Enquête nationale de santé tunisienne en Arabie saoudite.

Il a aussi assuré le renforcement des capacités des professionnels de la première ligne en analyse des données sur le logiciel SPSS au Qatar et le renforcement des capacités relatives au remplissage et codage des causes de décès à Djibouti.

Dans le cadre de la collaboration avec l'OMS, l'INSP a conduit un projet ayant pour objectif de tester la 11ème classification internationale des maladies (2019).



SERVICE MÉDICAL INTERNATIONAL (SMEDI)



Introduction

Le Service médical international (SMEDI) est une société privée de services médicaux, créée en 2007 et présente dans de nombreux pays, à travers ses filiales et ses représentants.

Site Web	www.smedi.com.tn
Directeur Général	Ghazi Mej Bri
Adresse postale	11 Rue Imam Ibn Hanbal 2037; Menzah 7 Tunis
Téléphone	+216 71 236 771

Secteur et principales activités

Les principales activités de la société couvrent les études, l'ingénierie, la formation, le pilotage et la maîtrise d'ouvrage dans les domaines du médical et de la santé (management hospitalier, assurance maladie).

Pour chaque activité, SMEDI propose une large gamme de services comprenant le service médical, l'assistance administration, l'accompagnement médical, le transport et l'hébergement.

Domaines d'expertise

SMEDI assure la formation et le développement des compétences et le renforcement des capacités dans les domaines de la santé, du médical et du tourisme médical. SMEDI travaille sur le tourisme médical, les évacuations

sanitaires et le montage de projet médicaux et de santé. Enfin, la société mène des études économiques et stratégiques dans les domaines de la santé et assure la gestion de projets et de parcours de soins.

Réalizations

SMEDI offre des services personnalisés aux patients étrangers, en matière d'évacuation sanitaire et d'accompagnement médical, tout au long de leur séjour et parcours de soins.

A l'étranger, le Centre de dialyse de Libreville CDL assure les activités suivantes : recherche de financement, ressources humaines, management. Le CDL représente actuellement 60% de l'offre nationale gabonaise en matière de prise en charge des insuffisants rénaux.

SMEDI a travaillé sur le management des parcours de soins et des projets de santé des ministères de la Santé du Tchad, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Parmi ses réalisations, on peut citer les programmes et les politiques d'assurance maladie pour la CNAMGS Gabon, la CNPS Tchad, la CNPS mali, l'INAMO Guinée, ASCOMA Gabon et NSIA Gabon.

La société a aussi travaillé sur le cahier des charges des entreprises de tourisme médical et d'assistance santé et de services de santé en Tunisie ainsi que sur la mise en place des programmes d'assistance médicale pour les institutions ERAMET CAMILOG au Gabon, ANAIM de Guinée, UKAG Guinée, etc.

De plus, SMEDI a assuré la construction et le pilotage de résidences médicalisées et de centres de convalescence et de gériatrie en Tunisie.

Encadrement

SMEDI compte 153 employés dont 32 administratifs, 116 en production et 5 dédiés à la recherche.

Coopération internationale

En dix ans, SMEDI est devenue l'un des leaders des solutions de soins à l'étranger avec 33 partenaires. Elle est présente dans divers pays dont les plus importants sont la Tunisie, la France, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun, le Gabon, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin.

La société a notamment réalisé :

- Le projet de Centre médical international de Ntoun au Gabon ;
- Les études et le pilotage de la construction d'un centre de dialyse à l'hôpital de Kamsar en Guinée Conakry, à

travers un partenariat public-privé, qui couvre 100% de la capacité de dialyse dans la région de Bokou ;

- L'étude du projet de création et pilotage de centres de soins pour le groupe Assistance médicale internationale en RDC, qui comprennent un centre de cardiologie, un centre de diagnostic et un centre de dialyse.



NADI AL BASSAR



Introduction

Nadi al Bassar est une ONG médicale, scientifique, éducationnelle et sociale, fondée en 1980, dont les membres luttent contre la cécité et le handicap visuel de façon bénévole.

Site Web	www.nadi-al-bassar.org
Président	Omar Beltaief
Adresse postale	Rue 13 août, 2000 Le Bardo Tunis
Téléphone	+216 22 962 974 / +216 71 663 636

Secteur et principales activités

L'ONG assure la formation d'ophtalmologues et de techniciens en ophtalmologie aux techniques d'intervention chirurgicale à bas coût ainsi que des campagnes de chirurgie ophtalmologique, des campagnes de consultation et de dépistage en ophtalmologie et des campagnes d'information et de sensibilisation.

Elle intervient dans le soutien des basses visions avec appareillage des personnes malvoyantes ou non voyantes, l'assistance à l'intégration scolaire des enfants présentant des troubles de la vision et la rééducation des adultes malvoyants.



Domaines d'expertise

Nadi al Bassar possède une solide expertise en matière de lutte contre la maladie par la mise en place de programmes spécifiques ciblant les principales causes de cécité. A cela s'ajoute le développement des ressources humaines par la formation d'ophtalmologistes et des autres personnels fournissant des soins oculaires. L'association s'emploie aussi à développer des infrastructures et des technologies appropriées pour rendre les soins oculaires plus disponibles et plus accessibles.

Réalizations

Parmi ses réalisations, l'ONG compte la lutte contre la cécité curable par les consultations et les campagnes de chirurgie en Tunisie et à l'étranger. Ces campagnes permettent de détecter précocement les maladies des yeux au sein des populations pauvres et défavorisées et d'opérer gracieusement les cas nécessitant une intervention chirurgicale.

De plus, Nadi al Bassar contribue à la formation scientifique continue des cadres médicaux et paramédicaux en Tunisie et à l'étranger, à travers des cours, séminaires, congrès et ateliers de chirurgie. L'association favorise également les échanges internationaux entre centres ophtalmologiques et contribue à promouvoir la recherche scientifique. Elle

poursuit ses efforts de lutte contre le handicap visuel par la rééducation des enfants et adultes touchés, afin de favoriser leur insertion sociale et scolaire. De plus, elle forme des moniteurs « basse vision ».

Encadrement

Nadi Al Bassar est gérée par une structure composée de son fondateur, un président, deux vice-présidents et plusieurs comités de soutien, (maghrébin et international). Elle compte 10 membres actifs et 4 conseillers.

Coopération internationale

Nadi El Bassar intervient sur l'ensemble du territoire tunisien et dans d'autres pays d'Afrique où les besoins en termes de santé ophtalmologique se font sentir.

L'ONG a réalisé plus de 90 campagnes de chirurgie durant lesquelles environ 30 000 patients ont été opérés et 58 000 consultations ophtalmologiques ont été réalisées auprès de patients de nombreux pays africains et arabes, notamment le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Cameroun, le Gabon, le Niger, le Burkina Faso, l'Irak, la Libye, la Guinée et la Côte d'Ivoire.



UNION TUNISIENNE DE SOLIDARITÉ SOCIALE (UTSS)



Introduction

L'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS) est une ONG tunisienne œuvrant pour le développement du concept de solidarité et d'entraide et réalisant des programmes sociaux, d'aide de secours et d'auto-développement au profit des démunis. Elle est régie par la loi des associations n°2011-88.

Site Web	www.utss.org.tn
Directeur Général	Mounir Hajji
Adresse postale	1, Rue de l'assistance, Cité El Khadhra, 1003 Tunis
Téléphone	+216 71 808 066

Secteur et principales activités

L'action sociétale de l'UTSS couvre l'ensemble de la Tunisie et s'articule principalement autour de programmes sociaux, notamment des programmes de promotion et d'assistance sociale, des programmes relatifs à la création de sources de revenus et à l'auto-développement et des programmes de microcrédit et d'accès à l'auto-emploi.

Domaines d'expertise

Les domaines d'expertise de l'UTSS concernent l'agriculture à travers l'accompagnement technique, la formation, l'irrigation, l'élevage, la conservation des eaux et des sols, l'organisation des agriculteurs en structures de base et l'élaboration de plans de développement communautaire.



L'association fournit aussi des aides occasionnelles, notamment pour la préscolarisation des enfants et l'appui aux personnes âgées, aux handicapés et aux migrants.

L'UTSS intervient aussi à travers une banque de bienfaisance de médicaments et dispense des formations et des financements dans le secteur de l'artisanat.

Réalizations

L'UTSS dispose d'un programme de promotion de l'enfance d'âge préscolaire qui gère plus de 291 jardins d'enfants répartis sur tout le territoire national. Ce programme cible les enfants issus de familles nécessiteuses et rentre dans le cadre la coopération entre l'UTSS et le ministère de la Femme, de la Famille et des personnes âgées. Il est réglementé par des contrats programmes tri-annuels dont le budget est discuté chaque année.

La Banque de bienfaisance des médicaments est un nouveau programme qui consiste en un mécanisme de solidarité sociale dans le domaine de la santé au profit des citoyens défavorisés et qui ne bénéficient pas d'une couverture sociale suffisante.

Elle vise à alléger les charges de soins qui pèsent sur les bénéficiaires qui sont, essentiellement, des personnes possédant des cartes de soins gratuits ou des cartes de soins à tarif réduit, des personnes âgées maintenus à domicile avec l'aide d'équipes mobiles ainsi que des personnes âgées résidant dans les centres de protection.

L'UTSS a aussi créé une « Buanderie nationale », qui

fonctionne comme une laverie et permet le stockage de produits après traitement, en vue de les redistribuer aux familles nécessiteuses.

Encadrement

L'UTSS compte 1 857 employés dont 1 178 employés (convention collective sectorielle des établissements de solidarité sociale), auxquels s'ajoutent 717 employés (convention collective sectorielle des jardins d'enfants).

Coopération internationale

Dans le cadre des programmes de développement, l'UTSS a signé plusieurs accords de partenariat avec des structures internationales :

Parmi les projets réalisés par l'UTSS notons :

Le projet Soutien à la création et pérennisation d'activités en Tunisie et au Maroc (SCPA), financé par la Commission européenne, a visé 14 régions défavorisées en Tunisie et au Maroc. Ce projet régional s'est déroulé durant la

période 2011-2016 avec l'Agence de coopération internationale en Méditerranée (ACIM).

Le projet de coopération, Parcours d'inclusion sociale et économique des jeunes femmes et migrants en Tunisie (PISEC) est financé par l'agence italienne de coopération au développement (AICS) et réalisé par l'UTSS et son partenaire italien CIES. Ce projet vise l'organisation et le développement de services aux jeunes et femmes migrants, en créant des synergies entre les différentes structures et programmes actifs en Tunisie.

Enfin, le projet de téléc centres réalisé dans le cadre de la coopération avec la GIZ entre 2011 et 2014 et qui concernait la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et l'Égypte, a abouti à la création en Tunisie de 10 téléc centres conçus comme des espaces de proximité dans des régions défavorisées. Ce projet permet aux jeunes de s'inscrire dans la base des bureaux d'emploi, de postuler à distance à des concours nationaux et de suivre les offres d'emploi au niveau régional et national.



OFFICE DES TUNISIENS À L'ÉTRANGER (OTE)



Introduction

L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) a été créé en juin 1988 (loi n° 60-88 du 2 juin 1988) et placé sous la tutelle du ministère des Affaires sociales.

Site Web	www.ote.nat.tn
Directeur Général	Abdelkader Mehadheb
Adresse postale	88-90, Rue Abderrazek Chraïbi, 1000 Tunis
Téléphone	+216 71343665

Secteur et principales activités

L'OTE a pour mission générale d'offrir des services aux Tunisiens résidents à l'étranger (TRE), notamment des services administratifs et de médiation sociale et interculturelle, des activités éducatives et d'animation culturelle et un accompagnement en cas de changement de situation.

Il maintient le dialogue entre les Tunisiens expatriés et les institutions nationales, grâce à son réseau d'attachés sociaux déployés dans les pays d'émigration et ses délégations régionales, qui couvrent tous les gouvernorats tunisiens. L'OTE conçoit et met en œuvre des programmes adaptés aux différentes composantes de la diaspora (femmes, familles, étudiants, générations issues de l'émigration, compétences tunisiennes à l'étranger, etc.).



Il mène des activités dans le secteur social et d'encadrement des TRE et facilite l'insertion des Tunisiens de retour dans le tissu économique en Tunisie. L'office gère aussi une banque de données sur les TRE (collecte, traitement et diffusion des informations) et la gestion d'un répertoire concernant les compétences tunisiennes à l'étranger et les associations de Tunisiens à l'étranger.

Domaines d'expertise

L'OTE a développé une solide expertise en matière d'encadrement de la communauté tunisienne résidente à l'étranger à travers des attachés sociaux et des centres socioculturels. Il intervient aussi dans la collecte des statistiques sur la migration tunisienne.

Réalizations

L'OTE a réalisé un programme d'enseignement de la langue arabe et de la civilisation tunisienne en faveur des nouvelles générations de l'émigration à l'étranger et en Tunisie ainsi que des programmes de réinsertion économique des Tunisiens de retour au pays.

De plus, l'OTE assure le suivi du programme d'enseignement de la langue arabe, la collecte des statistiques et des données concernant les TRE ainsi que l'actualisation du répertoire des compétences tunisiennes à l'étranger.

Encadrement

L'OTE compte 270 employés administratifs et techniques, attachés sociaux, assistantes sociales, délégués

régionaux et agents d'accueil. De plus, 4 personnes sont dédiées à la coopération internationale.

Coopération internationale

Dans le cadre des activités de coopération internationale, le projet Communauté tunisienne résidente en Suisse (CTRS) vise à améliorer et valoriser les compétences, le savoir-faire de la communauté tunisienne résidente en Suisse, au profit du développement socio-économique de la Tunisie.

En effet, une attention particulière est accordée aux initiatives dans les régions défavorisées afin d'activer des synergies avec les politiques nationales et les autres activités de la coopération suisse en Tunisie.

Dans le cadre du partenariat migratoire, la Suisse et la Tunisie ont signé un Accord relatif à l'échange de jeunes professionnels, entré en vigueur en 2014. De jeunes

professionnels peuvent ainsi obtenir une autorisation de travail et de séjour en Suisse de durée limitée (18 mois au maximum), dans le but de parfaire leurs compétences. De retour en Tunisie, ces jeunes sont outillés pour mettre leurs acquis au service du développement de leur pays.

L'OTE a également conduit le projet Lemna pour le soutien au partenariat pour la mobilité signée entre l'Union européenne, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

A cela s'ajoute le projet d'Appui à la migration équitable pour le Maghreb, qui vise à renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux de trois pays cibles (Tunisie, Maroc, Mauritanie) et des acteurs non gouvernementaux en Libye, afin de mieux gérer la migration de travail et d'assurer un continuum de protection des droits des travailleurs migrants.

